



## **Les travailleurs paient des impôts – les entreprises doivent aussi payer leur part !**

### Déclaration du 1<sup>er</sup> mai sur le besoin urgent de justice fiscale

8 avril 2015

Suite à la déclaration des organisations de la société civile [« Mettre fin aux inégalités avec la justice fiscale »](#), prononcée lors du récent Forum social mondial en Tunisie, les syndicats des services publics et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale invitent leurs membres à les rejoindre en organisant leurs défilés du 1<sup>er</sup> mai sur le thème « Les travailleurs paient des impôts – les entreprises doivent aussi payer leur part ! »

« Laisser faire les entreprises est une grave erreur de stratégie économique », affirme Rosa Pavanelli, la secrétaire générale de la fédération syndicale mondiale l'[Internationale des services publics](#) (ISP). « En dépit des bénéfices record et des renflouements colossaux pris en charge par les gouvernements nationaux, de nombreuses entreprises multinationales ne paient pas le moindre impôt. Dans une économie mondialisée, il semble évident qu'aucun pays ne peut lutter seul contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale. C'est un problème qui requiert des solutions mondiales ».

« Il est temps que les entreprises paient leur part d'impôt pour que nos gouvernements puissent financer les services publics essentiels, qui permettent de mettre fin à l'inégalité : petite enfance, soins de santé, éducation, logement, transports, propreté de l'eau, assainissement et protections sociales », déclare Jan Willem Goudriaan, le secrétaire général de la [Fédération syndicale européenne des services publics](#) (FSESP). « Cela nécessite d'investir davantage dans les services fiscaux nationaux, [au lieu de procéder à des réductions dictées par les mesures d'austérité](#) ».

Dans de nombreux pays, les tendances indiquent que les travailleurs paient proportionnellement [plus d'impôts](#) que les grandes entreprises et les personnes très aisées. Ce sont [les femmes et les pauvres](#) qui sont le plus durement touchés par les impôts dégressifs, comme par exemple la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur la nourriture et les carburants.

« Partout dans le monde, les citoyens ont besoin de systèmes fiscaux justes, progressifs et redistributifs », souligne Dereje Alemayehu, président de [l'Alliance mondiale pour la justice fiscale](#) et conseiller politique principal du réseau pour la justice fiscale en Afrique [Tax Justice Network–Africa](#) (TJN-A). « Une imposition juste est un outil indispensable pour obtenir des droits humains, mettre fin à la pauvreté et à l'inégalité, favoriser le développement durable et lutter contre le changement climatique ».

Les entreprises [bénéficient directement](#) de tout ce que les impôts contribuent à financer : des travailleurs formés, des infrastructures publiques, des transports publics, des systèmes de santé publics, le respect du droit et bien d'autres choses encore. Cependant, avec l'aide de grands cabinets comptables, les multinationales exploitent les lacunes existant entre les systèmes juridiques des différentes nations pour déplacer leurs bénéfices à travers le monde et les envoyer là où ils seront le moins taxés. L'évasion fiscale des entreprises se chiffre désormais en milliers de milliards de dollars par an. Par exemple, une [étude récente](#) révèle que McDonald's a restructuré ses opérations en Europe pour éviter de payer des impôts, ce qui lui a permis d'économiser un milliard d'euros d'impôts en cinq ans.

Plus de 340 entreprises, dont McDonald's, Pepsi, IKEA et FedEx ont créé des structures complexes et négocié des [accords secrets](#) avec le Luxembourg pour éviter de payer des impôts, ce qui a un effet particulièrement dévastateur pour les pays en développement. Dans une économie mondialisée, il est essentiel de garantir que les impôts soient payés là où se développe une véritable activité économique.

L'Alliance mondiale pour la justice fiscale appelle les gouvernements à s'engager afin de généraliser les [réformes en faveur des impôts progressifs](#), et préconise la mise en place d'une Table ronde ministérielle sur la coopération fiscale dans le cadre de la conférence internationale officielle des Nations Unies concernant le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba. L'Alliance mondiale appelle en outre à la création d'un organe intergouvernemental inclusif pour les questions fiscales, sous l'égide des Nations Unies, où tous les pays siègeraient à pied d'égalité autour de la table. Un organe de la sorte permettrait d'engager et de mener des négociations pour élaborer une nouvelle convention-cadre des Nations Unies sur la coopération internationale en matière d'impôts.

Par ailleurs, l'Alliance mondiale pour la justice fiscale et les syndicats travaillent en étroite collaboration dans le but d'organiser une journée mondiale d'action pour la justice fiscale pendant la Journée mondiale des services publics, le 23 juin.